



M. Fin Donnelly, député
New Westminster—Coquitlam
M. Phil Toone, député
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine

Hon. Keith Ashfield
Ministre des Pêches et océans Canada
Chambre des communes
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Le 19 décembre 2011

Monsieur le Ministre,

Nous vous écrivons à titre de porte-parole et porte-parole adjoint de l'Opposition officielle en matière de pêches et d'océans pour vous exprimer notre profonde inquiétude à la suite de l'annonce récente des réductions qui seront apportées dans votre ministère, car celles-ci vont entraîner la perte de près de 300 emplois dans tout le pays.

Bon nombre de ces réductions d'emplois se produiront dans des régions rurales comme celles du Bas Saint-Laurent et de Gaspé, où sévit un chômage déjà très élevé.

L'industrie de la pêche est fondamentale à la survie à long terme des collectivités côtières du Canada. Les réductions apportées aux directions des sciences, de la gestion des pêches et de la conservation au sein de votre ministère mettent en péril la survie même de ces collectivités.

Nous sommes particulièrement alarmés d'apprendre que Pêches et Océans prévoient réduire le nombre d'emplois à la Garde côtière ainsi que les heures supplémentaires dans onze Centres de services de communications et de trafic maritimes (SCTM) de la Garde côtière canadienne au pays.

Le personnel de la Garde côtière se compose de personnes parmi les plus vaillantes et consciencieuses du pays, qui réalisent leur mission de sauver des vies et de prévenir des catastrophes maritimes, comme lors du renflouage de l'*Irving Whale* près des Îles-de-la-Madeleine et du naufrage du traversier *Queen of the North*, dans le passage Wright Sound, en Colombie-Britannique.

Nos électeurs ainsi que les Canadiens qui vivent dans les collectivités côtières du pays se demandent comment votre ministère fera pour prévenir les accidents maritimes et les pertes de vie, après avoir

réduit le personnel de première ligne de recherche et sauvetage dans certaines régions côtières les plus achalandées.

Nous appréhendons aussi les effets sur la santé et la sécurité des employés de la Garde côtière, car leur stress va augmenter considérablement par suite de la diminution du nombre d'heures supplémentaires

En plus d'imposer des réductions diverses et des pertes d'emploi, Pêches et Océans prévoit fermer des centres de sauvetage en mer au Québec et en Nouvelle-Écosse.

Les Québécois craignent grandement que la fermeture prévue du seul centre de sauvetage bilingue au Canada ne mette en péril la vie des pêcheurs et autres marins francophones.

Ces fermetures vont augmenter la pression sur les employés des centres de SCTM, car ils devront dorénavant aider les centres de sauvetage de Halifax et de Trenton à établir les ressources locales en vue des sauvetages, malgré les réductions du nombre d'heures supplémentaires.

L'aspect le plus déplorable de toutes ces compressions, c'est qu'elles font partie d'un plan qui exige de tous les secteurs de votre ministère de réduire leur budget de 5 à 10 %, peu importe les conséquences.

La fermeture de deux centres de sauvetage et les réductions du nombre d'heures supplémentaires ne permettront à Pêches et Océans de réaliser que de petites économies, mais elles pourraient provoquer d'importants accidents maritimes qui coûteront aux Canadiens des milliards de dollars, sans parler des pertes de vie.

Plusieurs des programmes et services offerts par votre ministère sont indispensables aux collectivités côtières et aux marins. À la lumière de tous ces faits, nous demandons que vous annuliez ces compressions et que votre ministère accorde de nouveau son appui au travail essentiel de recherche et de sauvetage, de gestion des pêches et de conservation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, nos respectueuses salutations.

Le député de New Westminster—Coquitlam,
et porte-parole de l'Opposition officielle
en matière de pêches et des océans

Le député de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine,
et porte-parole adjoint de l'Opposition
officielle en matière de pêches et des océans

Fin Donnelly

Phil Toone

c.c. : Megan Leslie, porte-parole de l'Opposition officielle en matière d'environnement

Claude Gravelle, porte-parole de l'Opposition officielle en matière de ressources naturelles

Martin Grégoire, président, Officiels de communications maritimes – Garde-côtières, Local 2182

Jean-Pierre Gauthier, Directeur général, Municipalité de Saint-Siméon